

SEANCE DU 17 DECEMBRE 2013

Date de convocation : 12/12 /2013 Nombre de conseillers : En exercice : 13 Présents : 11
Votants : 12

L'an deux mille treize, le dix-sept décembre, à 20H30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en séance publique sous la présidence de Monsieur Lionel VAN AERTRYCK, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs VAN AERTRYCK, MOIRE, DEVIGNE, HONORÉ, VIDELOT, PABOEUF, BOIVENT, DEGUILLARD, LINAY, LEDREUX, LUCAS

Absents : Véronique HUET, a donné procuration de vote à Bernard BOIVENT
Patrick MESLET

Secrétaire : Philippe VIDELOT

Ajout de deux points supplémentaires :

- Décision modificative N°10 Budget Commune.
- Assainissement Autonome : Frais engagés par la commune

Annulation du point N° 9 Commercialisation du Lotissement « Les Poiriers » par manque d'informations financières à ce jour.

N° 2013-102 TRANSFERT DE LA COMPETENCE ECLAIRAGE PUBLIC (MAINTENANCE ET TRAVAUX) AU SDE 35

La commune a signé un contrat de 4 ans avec le SDE 35 pour l'entretien de l'éclairage public. Ce contrat vient à expiration le 31 décembre 2014. Le conseil municipal doit se prononcer sur la reconduction de ce contrat avant le 1er janvier 2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité,
➤ de ne pas reconduire ce contrat à compter du 1^{er} janvier 2015.

N° 2013-103 CHARTE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

M. le Maire présente aux membres du conseil municipal la charte de l'éclairage public élaborée par le Syndicat Départemental d'Energie 35, laquelle pose les principes à respecter pour garantir un éclairage public économe, de qualité et soucieux de l'environnement.

Cette charte, document de référence à la fois complet et pédagogique, expose les enjeux de l'éclairage public, apporte des informations et donne des conseils techniques et méthodologiques. Ainsi, pour tout projet de création ou de rénovation d'éclairage public, l'application de la charte passera par les points suivants :

- En amont du projet : réflexion sur la nécessité d'éclairer ;
- Un accompagnement par des professionnels compétents pour dimensionner le projet de manière optimale ;
- Le choix de matériels adaptés et performants ;
- Une maintenance préventive des installations d'éclairage public.

Après cet exposé, le conseil municipal, par 9 voix pour, 1 voix contre et 2 abstentions,

- s'accorde à mettre en œuvre, dans sa politique d'éclairage, les moyens présentés dans ladite charte afin de viser qualité, sécurité, efficacité financière, économie d'énergie et préservation de l'environnement et du ciel nocturne ;
- s'engage à présenter la charte de l'éclairage public du SDE35 à chaque professionnel intervenant sur des projets d'aménagements de la commune (maîtres d'oeuvre, lotisseurs, etc...), en leur demandant de se conformer aux principes édictés.

Cette délibération sera transmise au SDE35 pour information.

N° 2013-104 **CONTRAT EMPLOI D'AVENIR**

La loi du 26 octobre 2012 a créé les Emplois d'Avenir au bénéfice des jeunes de 16 à 25 ans sans diplôme ou peu qualifiés, pour des activités présentant un caractère d'utilité sociale ou environnementale. L'arrêté du 31 octobre 2012 fixant le montant de l'aide de l'Etat.

Dans ce cadre et pour tenir compte des besoins de la Commune, M. le Maire propose au conseil municipal de créer un contrat de travail d'animateur pour les besoins de l'école et de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement. Ce contrat sera établi pour une durée de 3 ans, à compter du 2 janvier 2014, à temps complet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 11 voix pour et 1 voix contre :

- décide de créer un contrat Emploi d'Avenir pour un animateur, pour une durée de 3 ans à temps complet affecté à l'école et à l'ALSH, avec une période d'essai d'un mois.

N° 2013-105 **INDEMNITE DE STAGE**

Dans le cadre de sa formation, M. Dylan MABILAIS a effectué un stage d'animateur au sein de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement de septembre à décembre 2013. Considérant les tâches réalisées, il est proposé de lui allouer une indemnité de stage.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- décide d'allouer à M. Dylan MABILAIS une indemnité de stage de 200 €.

N° 2013-106 **PRIME DE FIN D'ANNEE EXCEPTIONNELLE 2013 AUX AGENTS NON TITULAIRES EN CONTRAT A DUREE DETERMINEE**

La délibération du 27/10/2000 attribue une prime de fin d'année égale à 50% de l'indice brut 231, au prorata du temps de travail, aux agents non statutaires (CDD) et aux agents en remplacement, ayant effectué une durée de travail de 9 mois.

M. le Maire propose à l'assemblée de verser une prime exceptionnelle au titre de l'année 2013 aux agents suivants en contrat à durée déterminée au prorata du temps de travail :

Mme Léonie ROCHER	En poste depuis le 2 septembre 2013
Mme Nathalie GRAND	En poste depuis le 3 septembre 2013
Mme Ivone JOUAN	En poste depuis le 4 septembre 2013
Mme Anne THOMAS	En poste depuis le 17 juin 2013

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 11 voix pour et 1 abstention,

- décide de verser la prime exceptionnelle, décrite ci-dessus, au titre de l'année 2013 aux agents mentionnés en contrat à durée déterminée.

**N° 2013-107 PROPOSITION DE MISE EN PLACE DE REGLES
D'AUTORISATION D'ABSENCES POUR EVENEMENTS FAMILIAUX**

M. le Maire propose de définir les principes des autorisations d'absences pour événements familiaux pour les agents de la commune.

La proposition devra être soumise au Comité Paritaire Départemental avant le 6 janvier 2014 afin d'être examinée lors de la prochaine commission. La proposition sera ensuite soumise au vote du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 8 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions,

- décide de modifier la proposition de base issue du Code du Travail et de soumettre la nouvelle proposition au Comité Paritaire Départemental.

N° 2013-108 BUDGET ASSAINISSEMENT – DECISION MODIFICATIVE N°3

Afin de régler une facture de travaux sur le poste de relèvement Pré du Four d'un montant de 1097,93 €, il s'avère nécessaire de transférer la somme de 1 100 € du compte 022 -Dépenses imprévues- au compte 615- Entretien et Réparations

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- approuve la décision modificative N°3 Budget Assainissement, ci-dessus.

N° 2013-109 BUDGET COMMUNE- DECISION MODIFICATIVE N°10

Afin de régler les frais d'acte du notaire d'un montant de 681,03 € dans l'acquisition de la parcelle Merhenberger à la Ratulais, il s'avère nécessaire de transférer la somme de 690 € du compte 2313 opération 21 « Aire de jeux » -au compte 2111- Opérations non affectées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 11 voix pour et 1 voix contre :

- approuve la décision modificative N°10 Budget Commune, ci-dessus.

**N° 2013-110 ASSAINISSEMENT AUTONOME : FRAIS ENGAGES PAR LA
COMMUNE**

M. Bernard BOIVENT, adjoint, délégué à l'assainissement, présente à l'assemblée le dossier relatif au contrôle de l'installation d'assainissement autonome sur la commune.

Aujourd'hui, le contrôle est effectué par une société privée et les frais sont supportés par le budget de la commune. Il conviendrait que la commune émette un titre de recette auprès des particuliers concernés par ces contrôles afin d'être remboursée des frais engagés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 10 voix pour, 1 voix contre et 1 abstention,

- donne son accord pour l'émission d'un titre de recette auprès des particuliers concernés par les contrôles de leur installation d'assainissement autonome.

Signatures :

L. VAN AERTRYCK			R. LEDREUX	
V. HUET	Absente		C. LINAY	
C. LUCAS			V. HONORÉ	
L. MOIRÉ			S. PABOEUF	
B. BOIVENT			P. VIDELOT	
M. DEVIGNE			P. MESLET	Absent
L. DEGUILLARD				